
Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 24 au 30 janvier 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Economie

Les exportations de biens du Mexique ont atteint 450 Mds USD en 2018, soit une augmentation de 10,1% g.a. Il s'agit de la plus forte augmentation depuis 2011, année où cette augmentation a été de 17,1%. Les ventes de pétrole ont augmenté de 29% à 30 Mds USD; tandis que les exportations des sociétés non pétrolières ont augmenté de 8,9% à 420 Mds USD. **Les importations ont, quant à elles, atteint 464 Mds USD, en hausse de 10,4%. Le Mexique a clôturé l'année avec un déficit commercial de 14 Mds USD**, entièrement imputable au déficit de la balance pétrolière, qui s'est élevé à 23 Mds USD et qui a annulé l'excédent de 9 Mds USD du solde non pétrolier.

Le MXN a clôturé sous la barre des 19 USD vendredi 25 janvier, soit sa neuvième semaine d'appréciation - période la plus longue depuis 1999. La devise mexicaine s'est en effet appréciée de 7,43% sur cette période, la plaçant comme l'une des devises les plus performantes parmi celles les plus échangées.

En décembre 2018, le Mexique a enregistré un excédent commercial de 1,8 Md USD, soit le montant mensuel le plus important depuis 1999. Cela s'explique notamment par la hausse des exportations des véhicules (+7,4% g.a. sur l'année) et la baisse des importations de pétrole (-14% g.a. en décembre).

Selon les données de l'INEGI, les importations ont diminué de 0,8 % (g.a.) en décembre. Selon Jonathan Heath, membre du conseil de coordination à la Banque centrale, la faiblesse des importations est le signe d'un ralentissement économique au Mexique.

La performance des sociétés d'investissement spécialisées dans les fonds de pension (Siefores) a été négative en 2018 (-0,34% g.a.). Les pertes résultent principalement de l'annulation du nouvel aéroport international de Mexico (NAIM) ainsi que de la chute et de la volatilité des marchés internationaux, qui ont entraîné en octobre une baisse des actifs gérés de 7 Mds USD.

BBVA Bancomer appuie l'initiative de modification de la loi sur les systèmes d'épargne pour la retraite (LSAR), qui pourrait, selon eux, permettre aux travailleurs de bénéficier de rendements plus élevés mais également d'améliorer le système financier du pays. Les analystes de la banque ont cependant indiqué que les fonds de pension ne devraient pas être convertis en un instrument de financement public, faisant écho à la volonté du gouvernement que ces derniers investissent davantage dans des « infrastructures productives ».

Les blocages des voies ferrées par les professeurs du syndicat enseignant CNTE au Michoacán entraîneraient des pertes financières quotidiennes supérieures à 53 M USD selon la Confédération des chambres industrielles du Mexique (Concamin). Entre le 14 janvier (début du mouvement) et le 25 janvier, le blocus a immobilisé plus de 180 trains, ce qui représente 1 750 millions de tonnes de marchandises.

Les revenus pétroliers ont augmenté de 12,8% en 2018 pour atteindre près de 51 Mds USD, principalement du fait de la hausse du prix du baril. Les exportations de pétrole ont ainsi représenté 16,7% des revenus de l'Etat, un niveau en légère hausse par rapport à 2017 (16,4%) mais bien loin de ceux observés jusqu'en 2015 où les ventes de pétrole représentaient plus de 30% des revenus de l'Etat.

Le produit intérieur brut du Mexique a crû seulement de 2% en 2018, selon l'Institut National de Statistiques (Inegi), en dessous des pronostics qui estimaient la croissance entre 2,1% et 2,5%. Pour le 4^{ème} trimestre, la croissance serait de 1,8% en g.a. (données préliminaires). Sur l'année, les activités du secteur tertiaire tirent l'économie vers le haut avec 2,8% de croissance, contre 2,4% pour le secteur primaire et seulement 0,2% pour le secondaire.

Près de 8 M de touristes sont arrivés au Mexique par voies maritimes en 2018 (soit 19% du nombre total de touristes). Cozumel reste la destination phare de la croisière : plus de 4 M de touristes ont débarqué sur ce port du Quintana Roo l'année dernière.

PEMEX / Crise des carburants :

Dans le cadre de la stratégie contre le vol de carburant (« huachicol »), le Ministère des Finances a bloqué les comptes de 221 personnes pour un montant total de 45 M USD.

Fitch Ratings a dégradé de deux crans la note des obligations à long terme en devises étrangères de PEMEX de BBB+ à BBB-, plaçant ces dernières juste au-dessus du seuil des obligations spéculatives. Fitch justifie sa décision par la chute de la production et des réserves d'investissement. L'agence de notation estime que les mesures annoncées par la nouvelle administration sont insuffisantes pour améliorer la santé financière de la société. Elle a cependant souligné que les mesures prises par le gouvernement en matière de lutte contre la corruption et le vol de carburant sont bonnes, car elles réduisent les pertes et pourraient aider à réduire le déficit de l'entreprise. Même si le Ministère des Finances a affirmé que cette baisse ne devrait pas affecter la notation souveraine du pays, **le Président de la République s'est montré très critique envers cette décision.**

Le Ministère des Finances a annoncé la définition d'un nouveau régime fiscal pour PEMEX dans le but d'alléger la charge fiscale de l'entreprise et renforcer sa situation financière. Le Ministère a ainsi prévu, entre autres, d'augmenter les possibilités de déduction des coûts liés aux projets d'extraction et d'exploration de PEMEX, ce qui devrait libérer 580 M USD (11 Mds MXN) de ressources par an pour l'entreprise. Ces ressources seront destinées exclusivement aux investissements dans l'exploration et la production.

Le directeur de PEMEX, Octavio Oropeza, fait un bilan provisoire positif de la stratégie contre le vol de carburant, soulignant que le 30 janvier 2018 le vol a atteint un point bas à 3 000 barils volés. Ce nombre était de 81 000 en moyenne en novembre 2018, et s'est réduit progressivement à moins de 20 000 fin décembre.

Finances publiques

Le Ministère des Finances a annoncé que les finances publiques avaient clôturé l'année 2018 avec un excédent primaire de 0,6%, niveau légèrement inférieur aux estimations (0,8%), représentant la deuxième année (après 2017) sans déficit depuis 2008. **Le Ministère a également annoncé une réduction de la dette d'un point de pourcentage par rapport au PIB, passant de 45,8% fin 2017 à 44,8% fin 2018.**

Dans le cadre de la politique d'austérité républicaine, le président Andrés Manuel López Obrador a annoncé la mise aux enchères de plus de 300 véhicules du gouvernement fédéral, notamment des camions blindés et des voitures de luxe. La vente aura lieu à l'aéroport militaire de Santa Lucia les 23 et 24 février, et l'exécutif espère lever 5,3 M USD (100 M MXN), qui seront utilisés pour financer la garde nationale.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 30/01/2019
Bourse (IPC)	-0,1%	-13,4%	43631,36 points
Taux de change USD/Peso	+0,5%	+2,8%	19,13 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	+1,4%	-4,9%	21,97 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	+3,0%	-5,4%	55,26 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

La Banque de développement d'Amérique latine (CAF) a émis une obligation de 750 M EUR, sur 5 ans avec un coupon de 0,625%. L'obligation a été souscrite par les banques centrales, administrateurs de fonds et banques commerciales d'Europe, des Etats-Unis et d'Asie. L'opération vise à attirer des capitaux internationaux en Amérique latine pour promouvoir le développement durable, la productivité et l'intégration régionale.

En 2018, les échanges commerciaux entre le Guatemala et le Honduras ont totalisé 968 M USD, soit 6% de plus qu'en 2017. Parmi ces échanges, 82% correspondent aux exportations guatémaltèques vers le Honduras, contre seulement 18% d'exportations honduriennes vers le Guatemala. L'Union douanière mise en place en juin 2017 permet la libre circulation de près de 70% des marchandises selon le ministère de l'économie guatémaltèque.

La Banque centrale prévoit une croissance du PIB de 3,2% en 2019 et 3% en 2020. En 2019, la production devrait être plus dynamique qu'en 2018 (+2,7%) mais sera affectée par l'ajustement budgétaire. L'activité devrait être portée par l'augmentation de l'investissement public et par la reprise de la confiance des consommateurs et investisseurs, suite à la réforme budgétaire. La Banque centrale prévoit un déficit budgétaire de 6,2% du PIB en 2019 et 5,8% en 2020.

La Banque centrale estime qu'en 2019 l'inflation oscillera entre 2 et 2,6%. Les prix seront affectés par l'entrée en vigueur de la taxe sur la valeur ajoutée et par les cours des hydrocarbures.

En 2018, les exportations costariciennes ont augmenté de 6%, pour atteindre 11,3 Mds USD. Cette hausse s'explique principalement par les performances des 187 entreprises en régime de zone franche, qui affichent une croissance de 13%. Dans le même temps, les entreprises exportant selon le système traditionnel (2 253 entreprises) n'ont connu qu'une légère hausse de leurs ventes (1%) en 2018. Les exportations d'équipements de précision et médicaux, dont les fabricants sont principalement en régime de zone franche, ont représenté 29% des ventes et enregistré une augmentation de 18%.

En 2018, les banques publiques ont enregistré une forte réduction de leurs bénéfices, en raison de la détérioration du crédit. Le ralentissement a plus fortement touché *Banco Popular* (bénéfices en baisse de 40,7% par rapport à 2017), *Banco Nacional de Costa Rica* (-34,7%), et *Banco de Costa Rica* (-24,2%). Ces trois banques constituent 56% du portefeuille de prêts. Par ailleurs, la majorité des banques privées a enregistré une amélioration de leurs bénéfices nets, principalement en raison de la réduction des frais administratifs et de l'assainissement des créances douteuses. *BAC Credomatic* affiche les bénéfices les plus élevés du système bancaire, à 114 M USD (69,5 Mds CRC), en hausse de 60% par rapport à 2017.

En 2018, les prêts à la consommation via cartes bancaires ont totalisé 1,5 Md USD, soit 12% de plus qu'en 2017 et 6% du portefeuille de crédit global.

La Commission nationale de l'énergie électrique (CNEE) a annoncé que les tarifs de l'énergie avaient augmenté de 5% à 7% l'an dernier chez les trois plus grands distributeurs (Eegsa, Deocsa et Deorsa).

Le secteur textile guatémaltèque a exporté plus de 1,8 Md USD en 2018 et prévoit de dépasser les 2 Mds USD en 2019. Les Etats-Unis sont le premier client avec plus de 1,3 Md de marchandises exportées (+11% par rapport à 2017), suivis du marché intra-régional avec 257,5 M USD (+14%).

Entre janvier et novembre 2018, le pays a enregistré des importations pour un montant de 4,5 Mds USD, soit 14% de moins qu'à la même période en 2017. Le déficit commercial du pays s'élève à 2,1 Mds sur la période, soit une baisse de 25,3% (g.a.). La diminution des importations est liée à la baisse des achats étrangers de biens d'équipement (-28%), de biens de consommation (-18,3%) et de biens intermédiaires (-12,8%).

En novembre 2018, l'indice d'activité économique a diminué de 5% (g.a.), principalement en raison de la mauvaise performance des secteurs de l'hôtellerie et de la restauration, et des transports et communications.

La dette externe du Nicaragua atteint 88% du PIB soit 11,73 Mds USD au troisième trimestre 2018, en hausse de 4,1% (g.a.).

Le FMI et la Fondation Nicaraguayenne pour le Développement Économique et Social (Funides) prévoient une contraction de l'économie de 4% en 2018. La Banque Mondiale estime que cette récession serait de 3,8%.

Le Nicaragua risque de sortir de l'Accord d'Association entre l'Amérique centrale et l'Union européenne. Selon les députés européens en visite au Nicaragua, le pays pourrait être exclu de l'accord si le gouvernement continue à refuser le dialogue suite à la crise politique débutée en avril 2018.

Le Nicaragua prépare une réforme fiscale destinée à augmenter le taux d'imposition de 2,3% de plus du PIB en 2019. Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement prévoit notamment d'augmenter l'impôt sur le revenu de 1% à 3% pour les grandes entreprises, de revoir à la hausse l'impôt sélectif à la consommation (cigarettes, boissons alcooliques, boissons sucrées et énergisantes), ainsi que les royalties perçues pour l'activité extractive (de 3% à 5%).

L'Assemblée Nationale a approuvé un projet de loi qui pénalise l'évasion fiscale au-delà de 300 000 USD, avec des peines de prison allant de 2 à 4 ans. Le projet de loi considère par ailleurs la fraude fiscale comme un précédent

au blanchiment de capitaux. De plus, l'Assemblée a approuvé un second projet de loi, qui crée le Code de Procédure Fiscale.

L'évaluation du Groupe d'action financière de l'Amérique latine (Gafilat) rapporte les progrès réalisés par le Panama dans la création d'un cadre juridique permettant de lutter de manière adéquate contre le blanchiment de capitaux. Le résultat reflète une légère amélioration par rapport à l'évaluation de 2017. Sur les 40 recommandations, 35 ont une notation positive et 5 sont considérées comme partiellement ou non conformes. Malgré les progrès réalisés, le Gafilat maintient le Panama dans un processus de suivi étendu.

En 2018, le secteur privé a généré 258 000 emplois, soit 9% de moins qu'en 2017, selon le Ministère du Travail. Cette baisse s'explique par le ralentissement de la croissance, une grève d'un mois des travailleurs de la construction qui a généré des pertes importantes, une rentabilité limitée de plusieurs entreprises qui ont dû procéder à des restructurations et des licenciements, et à la diminution des IDE dans le pays (-13% en g.a. au 1^{er} semestre).

En 2018, le volume négocié à la Bourse de Valeurs de Panama (BVP) a atteint 6,1 Mds USD, soit une hausse de 14,5% par rapport à 2017. Le marché primaire a enregistré le plus fort dynamisme de l'activité boursière, avec une croissance de 37,4% tandis que le marché secondaire a reculé de 12,9% par rapport à 2017.

De janvier à novembre 2018, les recettes fiscales ont diminué de 1,5% en g.a. à 4,8 Mds USD, en deçà de la cible du budget pour la période (5,2 Mds USD). Les impôts directs ont augmenté de 2,5% et les impôts indirects se sont détériorés de 5,8% par rapport au total collecté en 2017. Par ailleurs, les recettes non fiscales accumulées, jusqu'en novembre 2018, se sont élevées à 1,327 Md USD (+20,1% en g.a.), inférieures de 5,1% par rapport aux prévisions du budget.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

Barbade

2017 – PIB : 5 Mds USD | Pop : 285 000 hbts

La Première Ministre de la Barbade, Mia Mottley a appelé à la création d'un véritable marché régional des capitaux dans le cadre du CARICOM afin de construire les économies d'échelles nécessaires au développement des pays caribéens. Elle a présenté les évolutions du monde depuis les années 80 (libéralisation commerciale, dégradations environnementales et sécuritaires) comme des éléments ayant entravé le développement de ces pays.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

L'emploi formel a baissé de 3,1% g.a. en Haïti entre juillet et septembre 2018, selon l'agence statistique nationale. La baisse s'explique par des baisses de l'emploi dans la fonction publique (-4,3% g.a.) et dans le secteur tertiaire (-3%). L'emploi dans le secteur secondaire a également significativement baissé.

Haïti a régressé de 4 places dans le classement de *Transparency International* sur la corruption. À la 161^e place sur 180 pays, Haïti est le 2^{ème} pays le plus corrompu d'Amérique latine et des Caraïbes selon le rapport (après le Venezuela).

La raffinerie dominicaine Refidomsa a fait savoir qu'elle avait dû mettre en place un système de contrôle des livraisons de carburants en Haïti afin de répondre à la croissance de la demande. Le système de contrôle prévoit un approvisionnement équitable des stations essence en Haïti.

La cour suprême haïtienne devrait rendre disponible son rapport concernant la gestion des fonds de l'alliance PetroCaribe cette semaine. Plusieurs hauts dignitaires de l'État pourraient être mis en cause dans la disparition de plusieurs milliards de USD. Une manifestation est prévue le 7 février pour demander la tenue d'un procès concernant PetroCaribe.

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

La Banque Interaméricaine de Développement (BID) a félicité la Jamaïque pour l'avancement de ses travaux sur le changement climatique, et considère le pays comme étant en position de *leadership* sur le sujet. La Jamaïque est le 1^{er} pays de la zone Amérique latine-Caraïbes à avoir adressé le rapport biennuel prévu dans l'Accord de Paris, indiquant le fort engagement des autorités jamaïcaines sur le sujet.

Le Jamaican Stock Exchange (JSE) a lancé le Jamaican Social Stock Exchange (JSSE) afin de combattre les inégalités sociales dans le pays : une initiative inédite au niveau mondial selon les dirigeants du JSE. La place boursière jamaïcaine a été la bourse ayant connu la croissance la plus forte du monde en 2018.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Le déficit du secteur public non-financier a atteint 2,6% fin 2018 (vs. 3,3% en 2017), illustrant la meilleure capacité de gestion des finances publiques par les autorités dominicaines, selon le Ministre des Finances. L'excédent primaire a été de 0,3% sur l'année.

Le Gouvernement dominicain estime que le déficit fiscal baissera à 1,9% du PIB en 2019, vs. 2,6% du PIB en 2018.

Le Président de la République dominicaine Danilo Medina et le chef du Gouvernement espagnol Pedro Sánchez ont créé un groupe de travail pour renforcer les relations économiques bilatérales entre les 2 pays. Les axes de coopération principaux sont le renforcement de l'État de Droit et la lutte contre les inégalités.

L'indice mensuel de l'activité manufacturier (IMAM) a baissé de 6,8pts en décembre par rapport au mois de novembre, à 57,3 pts vs. 64,1 pts. L'indice se trouve toujours au-dessus de la barre des 50 pts, à l'instar de tous les autres mois de l'année 2018.

La République dominicaine a progressé de 6 places dans le classement de *Transparency International* sur la corruption, à la 129^{ème} place sur 180 pays.

Le Gouverneur de la Banque centrale dominicaine a indiqué que la forte croissance du pays ne serait perçue par toute la population dominicaine que lorsque les conditions salariales et les revenus seront améliorés. Ces déclarations renforcent la probabilité qu'une augmentation des salaires (demandée par plusieurs organisations syndicales) effective soit prochainement réalisée : le sujet a été ajouté à l'agenda de la réunion du 21 février de la commission nationale des salaires.

L'appel d'offres pour la construction d'une 2^{ème} ligne de téléphérique urbain a été lancé le 10 janvier 2019. Celui-ci était attendu depuis plusieurs mois, le Président Medina ayant célébré la pose de la première pierre de ce nouveau chantier en juin 2018. L'attribution est prévue le 28 mai 2019. L'entreprise française Poma a livré la 1^{ère} ligne, à l'Est de la ville, qui a été inaugurée en mai 2018 et qui connaît un grand succès. Cette nouvelle ligne, d'une longueur prévue de 11km concerne, cette fois, l'Ouest de Saint-Domingue. L'appel d'offres prévoyant une durée de construction maximale de 18 mois, l'entrée en service de cette nouvelle ligne devrait intervenir en fin d'année 2020. Elle complètera le réseau de transport public existant, qui compte notamment deux lignes de métro, construites par des entreprises françaises.

Le tourisme médical en République dominicaine représenterait 247 M USD, selon l'association dominicaine du tourisme médical.

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.